



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX N° 2025002TVX

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

**Établi en application de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique et du CCAG
TRAVAUX**

**Travaux de création d'une halle au
théâtre Mansart à Dijon**

Procédure adaptée en application de l'article R 2123-1 du Code de la Commande Publique

Sommaire

Article 1 - Objet du marché.....	3
Article 2 - Décomposition du marché	3
Article 3 - Obligations du titulaire	3
3-1-Pièces contractuelles.....	3
3-2-Protection de la main d'œuvre	4
3-3-Assurances	5
3-4 – Protection des données à caractère personnel (RGPD).....	5
3-5 – Respect des principes de laïcité et de neutralité.....	5
Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations	6
4-1-Durée du marché - Délai d'exécution	6
4-2-Pénalités de retard.....	6
4-3-Pénalités autres que retard et réfections.....	6
Article 5 - Prix et règlement.....	6
5-1-Contenu des prix	6
5-2-Variation des prix	7
5-3-Modalités de règlement	8
5-3-1-Régime des paiements.....	8
5-3-2-TVA.....	8
5-3-3-Présentation des demandes de paiement	8
5-3-4-Répartition des paiements	9
5-3-5-Délais de paiement	9
5-3-6-Intérêts moratoires.....	9
5-4-Avance	9
5-5-Retenue de garantie	9
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations	10
6-1-Maîtrise d'œuvre – Maîtrise d'ouvrage – CT - CSPS.....	10
6-2-Période de préparation	10
6-3-Mesures d'ordre social	10
6-3-1-Application de la réglementation du travail	10
6-3-2-Lutte contre le travail dissimulé.....	10
6-4-Registre de chantier	11
6-5-Intempéries	11
Article 7 - Réception et garanties	12
7-1-Réception.....	12
7-2-Documents fournis après exécution.....	12
7-3-Garantie de parfait achèvement	12
Article 8 - Résiliation	12
Article 9 - Litiges et différends	12
Article 10 - Dérogations aux documents généraux	12

Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les travaux de création d'une halle au théâtre Mansart à Dijon situé 94 boulevard Mansart à Dijon.

Article 2 - Décomposition du marché

Le marché est constitué des lots suivants :

N° LOT	Désignation du lot
01	Démolition - Gros œuvre
02	VRD
03	Charpente bois – Couverture
04	Serrurerie - Métallerie
05	Électricité – mise en lumière

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP). Le lot principal est le lot 02 VRD

Il n'est pas prévu de décomposition en phase. Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

Les prestations donnent lieu à un marché ordinaire.

Article 3 - Obligations du titulaire

3-1-Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes propre à chaque lot ;
- Le CCAP ;
- La DPGF propre à chaque lot ;
- Le CCTP Commun ;
- Le CCTP et ses annexes propres à chaque lot ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux ;
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales ;
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU) ;
- Le RICT ;
- Le planning détaillé d'exécution ;
- Le PGCSPPS ;
- Le plan d'installation de chantier prévisionnel ;
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé propre à chaque lot ;
- Le mémoire technique propre à chaque lot ;
- La charte chantier à faible impact environnemental ;
- Le cahier des prescriptions environnementales ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;

- Plans de l'existant, issus des relevés établis par la MOE
- Etudes de sol G2 AVP, G2 PRO, G5, G4
- Etude infiltrométrie
- Rapport de repérage amiante et HAP
- DICT
- Diagnostic réseaux EU ;

Le texte du CCAG-TVX et autres documents techniques applicables sont ceux en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au présent CCAP.

Pièces générales :

- Le Cahier des clauses administratives générales Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
- L'ensemble des normes françaises et DTU (document technique unifié) dans leur édition en vigueur à la date de consultation.

3-2-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en

demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-3-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-4 – Protection des données à caractère personnel (RGPD)

Chaque Partie déclare et garantit à l'autre Partie qu'elle se conformera strictement au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD) et à la libre circulation de ces données abrogeant la directive 95/46/CE et à la loi du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et libertés » pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec cette convention.

Les Parties agissent chacune en tant que responsable de traitement indépendant conformément aux lois et réglementations applicables en matière de protection des données précitées.

Chaque Partie est seule responsable de tout dommage causé par ses activités de traitement dès lors qu'elle ne se conforme pas à ces lois et réglementations applicables en matière de protection des données précitées.

3-5 – Respect des principes de laïcité et de neutralité

Le titulaire du contrat s'engage à respecter, et faire respecter par ses salariés ou toute personne sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction et participant à l'exécution du présent contrat, les principes posés à l'article 1 II de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. Ses sous-traitants sont soumis à la même obligation.

Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du marché - Délai d'exécution

Le marché démarre à compter de sa notification et se termine à la fin de la garantie de parfait achèvement. Le délai d'exécution de ce marché est de 6 mois. Il est prévu une période de préparation de 1 mois suivie d'une période de travaux de 5 mois.

La notification du marché vaut démarrage de la période de préparation. La période des travaux démarre à compter de l'émission d'un ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

4-2-Pénalités de retard

Par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG Travaux, il sera fait application, d'une pénalité de 400 € par jour ouvré de retard sans mise en demeure préalable.

4-3-Pénalités autres que retard et réfections

Rendez-vous aux réunions de travail et de chantiers

La présence du Titulaire aux rendez-vous de chantier est indispensable. La personne représentant le Titulaire à ces rendez-vous devra être en mesure de prendre toutes décisions intéressant les travaux dont il a la charge. Toute absence non motivée à un rendez-vous de chantier sera sanctionnée par une pénalité fixée à 200 euros. Cette pénalité sera déduite des sommes facturées sans formalité préalable.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

5-2-Variation des prix

En application de l'article R 2112-11 du Code de la Commande Publique, les prix du présent marché sont fermes et actualisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Les prix seront actualisés aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les prix de base sont actualisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante : $P_n = P_o \times (I(n-3)/I_o)$

Avec P_n = prix au mois d'établissement des prix ; P_o = prix au mois Mo (Remise des Offres)
 $I(n-3)$ = index de référence concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois ;
 I_o = index de référence au mois Mo (remise des offres)

Le coefficient d'actualisation comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

S'agissant d'un marché alloti, les index de référence choisis pour l'application de la clause de variation des prix des travaux sont (base et référence 100 en 2010) :

N° LOT	Désignation du lot	Index de référence I par lot
01	Démolition - Gros œuvre	BT03 BT02
02	VRD	EV3
03	Charpente bois et couverture	BT16
04	Serrurerie - Métallerie	BT42
05	Electricité - mise en lumière	BT47

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R 2191-23 et suivant du CCAP. Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Les acomptes mensuels sont établis dans les conditions fixées à l'article 12.1 du CCAG-Travaux :

- Le maître d'œuvre, à partir du projet de décompte mensuel remis par le titulaire, dresse un projet d'état d'acompte mensuel, comprenant les différents éléments indiqués à l'article 12.2.1 du CCAG-Travaux, et l'adresse au Maître d'ouvrage par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la réception du projet de décompte.
- Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet d'état d'acompte mensuel établi par le maître d'œuvre, dans un délai de 7 jours. Ce projet, accepté ou rectifié est notifié par le maître d'œuvre au titulaire et devient alors l'état d'acompte mensuel sur la base duquel est réglé le montant de l'acompte.

Les acomptes mensuels du MOE seront présentés conformément au modèle agréé par le maître d'ouvrage.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur l'état d'acompte ainsi validé via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Code service exécutant (SE) : 1005

SIRET : 130 024 433 00018

Il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant ;
- les noms, n° Siret (130 024 433 00018) et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant

total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Toute facture ne respectant pas strictement cette présentation sera systématiquement retournée à son destinataire pour correction.

Sur les factures, les calculs sont arrondis au centime dans les conditions déterminées par le règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'Euro (articles 4 et 5).

Dans le cas où un avoir devrait être établi au bénéfice du CROUS de Bourgogne-Franche-Comté, le délai de paiement de la facture court à compter de la date de réception de l'avoir.

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points

5-4-Avance

Une avance est prévue, conformément à l'article B. 10.1 du CCAG Travaux (option B retenue). Le taux est de 5%.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article R 2191-11 du Code de la Commande Publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

5-5-Retenue de garantie

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % dans les conditions prévues à l'article R 2191-32 à 34 du Code de la Commande Publique. Cette sûreté s'applique sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande, dans les conditions prévues à l'article R 2191-36 à 42 du CCP. Le remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire n'est pas autorisé.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article R 2191-35 du C.C.P.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Maîtrise d'œuvre – maîtrise d'ouvrage – CT - CSPS

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement suivant :

MANDATAIRE du groupement : HAPTOMAI ARCHITECTES
Atelier / 5 rue du Lycée, 21000 Dijon
Siège social / 4 rue de l'Îlot, 21700 Fussey
CO-TRAITANT du groupement : SCOP GAUJARD TECHNOLOGIE
CO-TRAITANT du groupement : SELARL GIEN PINOT
CO-TRAITANT du groupement : BOURGOGNE STRUCTURE

Le maître d'ouvrage au sens des dispositions du code de la commande publique est le
CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
32 avenue de l'Observatoire
25000 BESANCON

Le Contrôleur Technique est l'entreprise BTP Consultants dont le représentant est M.
Damien GANAY- 5 Rue Grande Fin – 21121 Fontaine-Lès-Dijon

Le Coordonnateur santé et protection de la santé (CSPS) est l'entreprise CSPS Prévention
dont son représentant est M. Jean-Luc PINEAU 3C rue Ernest Lory 21000 Dijon

6-2-Période de préparation

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux sa durée est de 1 mois à compter de la notification du marché.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire.

6-3-Mesures d'ordre social

6-3-1-Application de la réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

6-3-2-Lutte contre le travail dissimulé

Les dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé s'appliquent conformément à

6-4-Registre de chantier

En application de l'article 28.5 du CCAG Travaux, il sera établi un registre de chantier.

6-5-Intempéries

Une durée de 7 jours d'intempéries sera considérée comme normalement prévisible et ne fera pas l'objet de prolongation de délais.

Passés ces 7 jours, en vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite :

Nature phénomène	Intensité	Durée décomptée
Vent	>80 km/h pendant les horaires de travail pendant plus d'1H	1J
	60km/h <V < 80km/h pendant les horaires de travail pendant plus d'1H	4h
pluie	> 15 mm de pluie sur ½ journée pendant les horaires de travail	1J
	durée >1h + 1mm pendant les horaires de travail	4h
Neige	> 15 mm de neige sur ½ journée pendant les horaires de travail	1J
	0<N<0.10 m pendant les horaires de travail	4h
Gel	< -5°C pendant plus d'1H pendant les horaires de travail	1J
	-5°C < T° < 3°C pendant plus d'1H pendant les horaires de travail	4h
Canicule	>30°C pendant la journée de travail pendant plus d'1H	4h
	>35°C pendant les horaires de travail pendant plus d'1H	1j

Les relevés permettant de connaître l'importance des intempéries et autres phénomènes naturels seront ceux de la station météorologique la plus proche.

L'attribution d'un délai supplémentaire pour intempéries suivant critères ci-dessus fera l'objet d'un Ordre de service adressé par le Maître d'œuvre dans la semaine où les critères d'intempéries seront atteints.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux.

Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Article 7 - Réception et garanties

7-1-Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

7-2-Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le titulaire remet au maître d'oeuvre, en trois exemplaires papier plus un sur support informatique en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques ;

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG Travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en oeuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;

- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

7-3-Garantie de parfait achèvement

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions de l'article L 2195 – 1 à 6 et selon les dispositions des articles 49, 50.3 et 51 du CCAG Travaux.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux. En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Dijon.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux par l'article 3.1 du CCAP

Dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG Travaux par l'article 4.2 du CCAP

Dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux par l'article 6.2 du CCAP.

Dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux par l'article 4.1 du CCAP